

région atlantique où tout ce qu'on entend se résume aux nouvelles de la Nouvelle-Écosse ou du Nouveau-Brunswick: leurs nouvelles, leurs histoires, leurs ventes de biscuits, leurs thés. Nous habitons la Nouvelle-Écosse et nous voulons entendre les nouvelles de la Nouvelle-Écosse. C'est bien beau d'avoir un aéroport à Halifax, qui disparaît parfois dans la brume, ce qui oblige les avions à atterrir à Moncton—et je n'ai rien contre Moncton ou la province du Nouveau-Brunswick—mais j'aimerais savoir ce que le Québec ferait si son deuxième aéroport était situé en Ontario.

Je vois une insulte à la Nouvelle-Écosse dans le fait que son aéroport de rechange se trouve dans une autre province, à quatre heures de Halifax. Mais il faut reconnaître qu'il y a parfois du brouillard à Halifax et qu'on doit alors atterrir à Moncton, même si on dispose de Greenwood, l'une des meilleures bases aériennes de l'ouest de la Nouvelle-Écosse qui est libre de brouillard. Le député de Trinity (M. Hellyer) et le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Macdonald), tous deux ex-ministres de la Défense nationale, connaissent les qualités de Greenwood et savent qu'il n'y a pas de brouillard là-bas. Je suis fier d'être député de cette région qui ne connaît pas le brouillard, même si parfois j'essaie d'en créer un peu. Quoi qu'il en soit, il y a de la discrimination de la part de Radio-Canada.

Il ne reste que quelques minutes, monsieur l'Orateur, et il y a beaucoup d'autres choses sérieuses que je veux dire. Toutefois, le député de Windsor-Walkerville a présenté à la Chambre, à la dernière heure de cette législature, une question concernant Radio-Canada que tous les contribuables canadiens souhaitent voir portée devant quelque comité compétent de la Chambre.

Cette année, nous n'avons pas eu l'occasion d'étudier les crédits de Radio-Canada à cause de la grève de NABET, car nous ne voulions pas nous ingérer dans ce conflit juridictionnel délicat. Sauf erreur, son budget s'élève cependant à 190 millions de dollars cette année. Il demeure que Radio-Canada a, depuis les cinq ans que je siège à la Chambre, plus que doublé ses frais d'exploitation. Les dépenses du CN sont une bagatelle si on les compare à celles de Radio-Canada. Il est temps que nous nous penchions sur les opérations de cette société. Heureux résultat de la grève de NABET, les Canadiens ont pu se passer des services de Radio-Canada et capter les programmes transmis par d'autres réseaux ou par télédistribution.

Le député de Windsor-Walkerville a fait allusion au CRTC. Il y a toute une gamme de problèmes qui se rattachent au CRTC, à la télédistribution, à l'apport canadien et à toute la question des communications. J'espère, moi aussi, que toute cette affaire sera renvoyée au nouveau comité de la radiodiffusion s'il y a dissolution avant que nous nous réunissions à nouveau. Si la Chambre reprend ses travaux à l'automne, nous devrions alors nous en occuper.

Quant à la grève de NABET, il nous a fallu attendre des années dans les provinces atlantiques avant qu'on nous transmette les nouvelles de 11 heures, comme aux autres localités canadiennes. Pour une raison incompréhensible, quoique la grève soit réglée, nous avons encore les nouvelles nationales à minuit. Ceci peut sembler une bagatelle, mais, monsieur l'Orateur, quand vous regarderez l'émission des nouvelles nationales, essayez de vous imaginer qu'il est minuit, ou minuit et demi ou minuit quarante-cinq. Étant donné que nous de l'Est sommes un peuple qui vit dans la crainte de Dieu, qui se couche tôt et se lève tôt

pour entreprendre une dure journée de travail, cette différence d'une heure le soir a un effet tout à fait nuisible sur notre physiologie, pour ne pas dire sur notre psychologie. Sur ces deux plans nous sommes donc affectés.

Je suis tout à fait d'accord avec le député de Windsor-Walkerville. J'ai été membre du comité de la radiodiffusion et je sais qu'il a travaillé,—je dirais même travaillé énormément,—à la question constitutionnelle. Je l'ai appelé en plaisantant de Marco Polo de la constitution, en raison de ses fréquents voyages dans tout le pays pour essayer de résoudre ce problème important. Aujourd'hui, dans les dernières minutes de la présente session, il essaie de résoudre un problème plus local. Il a toute ma sympathie. Je ne veux pas que ses efforts en restent là. Radio-Canada doit hâter ses plans en vue de fournir un service par satellite dans l'ouest de la Nouvelle-Écosse. Il ne suffit pas de dire que nous aurons un système de communications par satellite en Nouvelle-Écosse dans 5 ans pour que l'on puisse capter en Nouvelle-Écosse les émissions diffusées de la province-même au lieu de les capter du Maine ou du Nouveau-Brunswick.

En ce qui concerne les nouvelles nationales, monsieur l'Orateur, je ne vois pas pourquoi, si le personnel et l'équipement sont à Toronto, et que rien n'a été endommagé pendant la grève, deux techniciens un tant soit peu vaillants n'arriveraient pas à nous donner les nouvelles nationales à 11 heures à travers le pays. Le député a donc toute ma sympathie et j'espère que nous ferons quelque chose à ce sujet au cours de la prochaine session.

M. Paul Yewchuk (Athabasca): Monsieur l'Orateur, j'aimerais dire quelques mots à propos de la motion à l'étude. Je comprends l'intention du représentant de Windsor-Walkerville (M. MacGuigan), en ces derniers moments de la session et à la veille de la campagne électorale, car une motion de ce genre pourrait contribuer à rehausser sa réputation.

Bien que je puisse comprendre qu'il réclame une chose aussi insignifiante qu'un changement de programme, pour moi, ça n'a pas beaucoup d'importance. Après tout, je dois me rappeler que près de 90 p. 100 des gens de ma circonscription ne bénéficient pas des services de la télévision. Dans le cas actuel, les électeurs du député ont le choix d'une grande variété de programmes télévisés, et le voilà qui se plaint qu'ils ne peuvent voir «Jalna». Ceux qui ont pu voir ce programme, et je suis un de ceux-là, aimeraient bien présenter une motion visant à faire rayer ce programme de l'horaire de la Société, et croyez bien que je ne cherche pas à critiquer les réalisateurs de cette émission. Ces efforts visaient évidemment à accroître le contenu canadien, mais nous reconnaissons tous, je crois, que ce fut œuvre d'amateur, et à mon avis, les téléspectateurs de Windsor-Walkerville n'ont pas perdu grand-chose.

Pour revenir brièvement à l'absence de service de télévision dans le nord de l'Alberta, considérons les villes telles que Fort Vermillion, High Level et Fort Chippewa, les unes et les autres ayant une population de 1,500 à 2,000 âmes, ou davantage, mais étant absolument soustraites au rayonnement direct de la télévision. Lorsque je visite ces régions, l'une des principales plaintes, c'est que mes électeurs n'ont pas l'occasion de voir leur député à la télévision. L'affaire est très sérieuse, et je pense que tous les députés l'admettront.

M. Nowlan: Ce peut être, malgré les apparences, une bénédiction.